

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 25/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL PYROSUD Pulse Artifices

Chemin Vicinal dit de Muret
31800 Miramont-de-Comminges

Références : 2023/620
Code AIOT : 0006802728

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 15/06/2023 dans l'établissement SARL PYROSUD Pulse Artifices implanté Chemin Vicinal dit de Muret 31800 Miramont-de-Comminges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL PYROSUD Pulse Artifices
- Chemin Vicinal dit de Muret 31800 Miramont-de-Comminges
- Code AIOT : 0006802728
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SARL PYROSUD Pulse Artifices est spécialisée dans la conception et la réalisation de spectacles de feu d'artifices.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks – Arrêté Ministériel AM du 4 octobre 2010 modifié
- Vérification périodique du dispositif contre la foudre – AM du 4 octobre 2010 modifié
- Diverses prescriptions relatives à la maîtrise des risques (moyens de lutte contre l'incendie, habilitation, ...) – Arrêté Préfectoral AP du 9 mai 2005.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 6.5.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositifs contre la foudre - vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	Habilitation	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.11 alinéa 2	/	Sans objet
4	Timbrage des dépôts	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.9. alinéa 1	/	Sans objet
5	Traitement des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.10 alinéas 5 et 6	/	Sans objet
6	Clôture	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.1. alinéa 5	/	Sans objet
8	Mode opératoire	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.1. alinéa 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en évidence 1 fait susceptible de suites relatif à la justification du dimensionnement de la réserve incendie et 7 points conformes vis-à-vis du référentiel réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs contre la foudre - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs contre la foudre - vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. « Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. « La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. » Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».
Constats : Les éléments documentaires présentés lors de la visite et consultés par l'inspection par sondage permettent de confirmer : - que le dispositif de protection contre la foudre installé a fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, en mai 2016; - qu'une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent et complète tous les deux ans par un organisme compétent;- que ces vérifications sont décrites dans la notice de vérification et de maintenance établie sur le site. - qu'il est mentionné que la réalisation des vérifications est établie selon les normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102. Par ailleurs, la visite a permis de vérifier la présence d'un dispositif d'enregistrement des agressions de la foudre sur le site des dépôts. L'enregistreur indique zéro le jour de la visite. Aucun coup de foudre n'a été enregistré, donc aucune vérification visuelle des dispositifs de protection dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre » n'a été réalisée. La consultation par l'inspection, par sondage, des rapports de vérification visuelle ou complète 2020, 2021 et 2022 n'a pas fait apparaître la nécessité d'une remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. « L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. « Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »
Constats : L'exploitant a présenté l'état des matières stockées extrait du logiciel de suivi logistique des matières pyrotechniques présentes sur le site. L'exploitant indique que le site ne dispose pas d'autres matières combustibles (le matériel de tir étant lui inerte). La visite, menée par sondage, n'a pas mis en évidence de stockage d'autres matières combustibles que celles identifiées par l'exploitant. L'exploitant a été en mesure de mettre à disposition de l'inspection les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses présentes. L'exploitant a indiqué que ces documents sont accessibles et tenus en permanence à la disposition des autorités dans la mesure où ces données informatiques sont sauvegardées et consultables à distance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Habilitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.11 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Habilitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exécution des opérations pyrotechniques ne doit être confiée qu'à une personne habilitée à cet effet par le chef d'établissement, dont il a vérifié au préalable qu'il avait les aptitudes nécessaires au poste.
Constats : Pour justifier de son aptitude aux opérations pyrotechniques et à celle de son salarié, l'exploitant a présenté les attestations de qualification d'artificier de niveau 1 et 2, pour chacun d'eux, délivrées par la préfecture de la Haute-Garonne en décembre 2022 et janvier 2023 (documents toujours en cours de validité le jour de la visite d'inspection). L'exploitant a également présenté l'attestation établie, par ses soins, désignant son salarié comme apte et formé aux opérations pyrotechniques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Timbrage des dépôts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.9. alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Timbrage des dépôts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les quantités de matières ou objets explosifs stockées doivent respecter les valeurs définies dans les tableaux de l'annexe 1 jointe aux présentes prescriptions. Tout dépassement d'une de ses valeurs doit faire l'objet d'un accord préalable de l'inspection des installations classées. Annexe 1 de l'arrêté préfectoral : Timbrage des différents dépôts pyrotechniques : chacun acceptant uniquement des produits de division 1.3 et 1.4 G et des quantités maximales comprises entre 200, 500 ou 1000 kg selon les dépôts.
Constats : Par sondage, l'inspection a contrôlé l'état des stocks physique sur site et le respect du timbrage des dépôts D13 et D14 pris au hasard. La nature des produits stockés, le timbrage autorisé par dépôt ainsi que la tenue générale des dépôts sont respectés. Les produits, contrôlés par sondage, répondent tous à la division de risque 1.3 et 1.4.G.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.10 alinéas 5 et 6
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Les opérations de destruction des déchets par grillage, pétardement ou incinération doivent être effectuées dans le secteur affecté à la destruction et avec des matériels spécialement conçus à cet usage. Les aires de destruction de déchets pyrotechniques peuvent se trouver à l'intérieur du champ de tirs.- Des instructions et des consignes déterminent le mode opératoire et les moyens de protection du personnel. Elles fixent notamment la quantité maximale de déchets pouvant être traitée simultanément.
Constats : Le dispositif de destruction (four d'incinération en extérieur) ainsi que le matériel de lancement de l'opération à distance ont été constatés par l'inspection lors de la visite. La zone d'implantation à l'arrière du bâtiment principal est uniquement dédiée à cette opération. Le mode opératoire relatif à la réalisation des opérations de destruction des déchets pyrotechniques a été présenté à l'inspection et n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.1. alinéa 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'enceinte pyrotechnique est matérialisée (clôture ou signalisation).</p>
Constats : La visite terrain a permis de constater que l'enceinte pyrotechnique est entièrement clôturée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> -des extincteurs à eau pulvérisée (1 par bâtiment), des extincteurs à anhydre carbonique (tableaux et machines électriques), des extincteurs à poudre (si produits inflammables). - des réserves d'eau, d'une capacité minimale de 240 m³, sont disponibles en tout temps et en toutes circonstances. Elles peuvent être constituées indifféremment par : <ul style="list-style-type: none"> — un réseau alimentant un ou plusieurs poteaux incendie (débit 17 litres/secondes sous pression 1 bar) situées à moins de 100 m de chacune des cellules du bâtiment et distants entre eux de 150 m maximum; l'exploitant s'assure de la conformité des poteaux. — par des points d'eau naturels remplissant les conditions suivantes : fournir 120 m³ d'eau en 2 heures min, situés à moins de 100 m des risques à défendre, toujours accessibles aux engins pompiers. — par des réserves artificielles créées en des endroits judicieusement choisis facilement accessibles aux engins en toutes circonstances de capacité minimale de 120 m³.
<p>Constats :</p> <p>La présence d'extincteurs a été constatée par l'inspection lors de la visite d'inspection au niveau des dépôts de stockage ainsi que dans le bâtiment principal. Le registre de sécurité ainsi que le dernier rapport de vérification périodique du 24 mars 2023 ont été consultés. Le bon état ou le remplacement de quelques extincteurs le nécessitant y sont mentionnés (liste de 25 extincteurs de nature différente eau, poudre ABC...).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la capacité en eau disponible pour la lutte contre l'incendie repose sur la réserve d'eau présente au sein de l'enceinte pyrotechnique. L'inspection a pu constater la présence d'une mare d'eau dont le niveau de remplissage est maximum (bassin creusé avec présence d'une bâche d'étanchéité). Interrogé sur la capacité de cette réserve, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter des plans de coupe ou tout autre document de justification. Cette réserve constituant le seul moyen de lutte contre l'incendie, la capacité demandée de 240 m3 doit être confirmée par l'exploitant.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection s'interroge sur l'implantation de cette réserve au sein de l'enceinte pyrotechnique et propose qu'un avis du SDIS soit sollicité. À l'issue de la visite, un échange avec le SDIS a été réalisé. La visite du SDIS sur site est confirmée pour début septembre 2023.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mode opératoire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 8.1.1. alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mode opératoire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modes opératoires sont définis par le chef d'établissement en fonction des conclusions des études de sécurité et font l'objet de procédures.
Constats : Les modes opératoires relatifs aux opérations d'assemblage et de mise en liaison, établis sous forme de procédure, ont été présentés à l'inspection et n'appellent pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet